

**Décision n° 2007-0017**  
**de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes**  
**en date du 9 janvier 2007**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Tele2 Mobile**  
**(numéro court 3050)**

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7, L.44 et les articles R.20-44-27 à R.20-44-33 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Tele2 Mobile (récépissé de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes n° 06-2989 en date du 14 novembre 2006) ;

Vu la décision n° 2005-1084 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2005-1085 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 06-0360 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 16 mars 2006 relative à la durée d'attribution des ressources en numérotation ;

Vu le courrier de la société Tele2 Mobile reçu le 15 décembre 2006 ;

Après en avoir délibéré le 9 janvier 2007 ;

**Décide :**

**Article 1er** - Le numéro court 3050 est attribué, jusqu'au 4 janvier 2022, à la société Tele2 Mobile (Siren : 490 841 467) pour ses services d'information et de souscription en ligne.

**Article 2** - La société Tele2 Mobile acquitte, pour le numéro court attribué à l'article 1<sup>er</sup>, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le code des postes et des communications électroniques susvisé, et notamment ses articles R.20-44-27 à R.20-44-33.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, le numéro court attribué à l'article 1<sup>er</sup> ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Tele2 Mobile adresse à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes un rapport sur l'utilisation effective du numéro court attribué.

**Article 5** - Le chef du service Opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 9 janvier 2007

Le Président

Paul Champsaur